



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE 3

de la Décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République du Tchad pour l'année 2021

Document d'action « Programme de renforcement de la résilience des systèmes alimentaires (le goût de la vie) »

PLAN D'ACTION ANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action au sens de l'article 23, paragraphe 2, du règlement IVCDCI - Europe dans le monde.

1. SYNTHÈSE

1.1. Tableau récapitulatif de l'action

1. Intitulé CRIS/OPSYS Acte de base	Programme de renforcement de la résilience des systèmes alimentaires (le goût de la vie) Numéro CRIS: NDICI Africa/2021/043-379 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDCI - Europe dans le monde)
2. Initiative 'Team Europe'	Oui: TEI « Vive les villes secondaires ». TEI « Pacte vert ». Cette action contribuera à la <u>TEI « Vive les villes secondaires »</u> , qui vise l'amélioration du cadre de vie de la population à travers, entre autres, l'accès aux services sociaux de base, dont la sécurité alimentaire fait part, tel qu'il l'est indiqué dans le document TEI en objet, et dans objectif spécifique (OS) n°1 de la présente action qui vise la résilience aux chocs alimentaires (produit 1.1 : accès aux services de base). Les OS n°2 et 3 de cette action (respectivement amélioration durables des revenus tirés des systèmes agricoles et alimentaires et de la gouvernance locale et la cohésion sociale et communautaire), contribueront à la <u>TEI « Pacte vert »</u> qui, dans son volet « Aménagement participatif du territoire et développement local intégré », prévoit l'appui à la valorisation, la transformation et la commercialisation locale des produits agro-alimentaires et le renforcement de la cohésion sociale et communautaires, en ligne avec les objectifs spécifiques de l'action, rappelés ci-avant.
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée au Tchad, avec un focus sur les provinces suivantes : Kanem, Barh-El-Gazal, Batha, Guéra, Logone Occidentale, Logone Orientale, Mayo-Kebbi Est, Mayo-Kebbi Ouest, Moyen Chari, N'Djamena et sa périphérie, Ouaddaï, Tandjilé

4. Document de programmation	Programme indicatif pluriannuel (PIP) 2021-2027, Tchad ¹			
5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s)/résultats attendus concernés	<p><u>Objectif spécifique n°2.3</u> : Améliorer la sécurité alimentaire et les mécanismes de transferts sociaux, à travers le triple nexus humanitaire-développement-paix</p> <p><u>Résultat 2.3.a)</u> Approche intégrée opérationnalisée pour la mise en place effective de filets sociaux institutionnels, visant la sécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi que la cohabitation harmonieuse, avec une attention particulière aux réfugiés et aux personnes déplacées internes.</p> <p><u>Objectif spécifique n°3.2</u> : Appuyer le développement rural durable à travers la promotion d'une agriculture modernisée et accessible (y compris l'élevage) et de l'agri-business, pour la création de revenus et d'emploi, dans une logique systémique et d'économie circulaire.</p> <p><u>Résultat 3.2.b)</u> Transition d'un modèle d'agriculture familiale de subsistance vers un modèle de production et de transformation agro-pastorale durable (micro agri-business), y compris à travers d'une coopération technique et technologique (sud-sud et nord-sud) renforcée.</p>			
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES				
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	Domaine prioritaire 2 : Développement humain inclusif Domaine prioritaire 3 : Pacte Vert			
7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal: ODD 2 Autres ODD importants et, le cas échéant, cibles: ODD 1, ODD 3, ODD 8, ODD 10, ODD 13, ODD 15, ODD 16, ODD 17.			
8 a) Code(s) CAD	43072 - Programmes de sécurité alimentaire des ménages : 50 % 410 - Protection de l'environnement en général : 25 % 15220 - Dispositifs civils de construction de la paix, et de prévention et de règlement des conflits : 25 %			
8 b) Principal canal de distribution	41300 - Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)			
9.Objectifs de dépenses	<input checked="" type="checkbox"/> Migration <input checked="" type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input checked="" type="checkbox"/> Biodiversité <input type="checkbox"/> Éducation <input type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance			
10. Marqueurs	Objectif politique général	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
(À partir du formulaire CAD)	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

¹ Within the maximum contribution of the European Union, the authorising officer responsible may adjust the allocation to the respective budgetary years subject to the availability of the commitment appropriations.

	Réduction des risques de catastrophe	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Nutrition	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Biodiversité	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
M11. Marqueurs internes et Tags	Objectifs politiques	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Numérisation Tags: connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique création d’emplois compétences/compétences numériques services numériques	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Connectivité Tags: transports contacts interpersonnels énergie connectivité numérique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET			
	12. Montants concernés	Ligne budgétaire: BGUE-B2021-14.020120-C1-INTPA Coût total estimé: 44 000 000 EUR Montant total de contribution du budget de l’UE: 44 000 000 EUR		
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	Modalité du projet Gestion indirecte avec un consortium constitué de l’Organisation des Nations unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO) et du Programme alimentaire mondial (PAM), la FAO étant chef de file.			

1.2. Résumé de l'Action

L'action a été formulée pour s'attaquer aux causes profondes des crises alimentaires au Tchad. L'action appuiera les systèmes agroalimentaires au Tchad, afin de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la résilience des populations vulnérables et la stabilité économique et sociale au Tchad.

L'action contribue à l'opérationnalisation de l'initiative nexus humanitaire-développement-paix du Conseil, pour laquelle le Tchad est l'un des pays pilotes. Elle sera mise en œuvre en complémentarité avec l'action humanitaire et en concertation avec la Direction générale de la Protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes (ECHO).

L'action vise plus précisément à :

- Fournir une réponse structurante à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle par la mise en œuvre de filets sociaux.
- Améliorer durablement les revenus tirés des systèmes agricoles et alimentaires (y compris la transformation et la commercialisation alimentaire). Cela comprend l'appui à des chaînes de valeur agricoles et non-agricoles et contribuera à l'atteinte des objectifs de la Grande Muraille Verte au Tchad, notamment en termes de génération des moyens de subsistance durables. Cela comprend l'appui à la production d'aliments fortifiés localement pour enfants et pour adultes, sur base des acquis d'actions antérieures dans ce domaine, dans le cadre de l'instrument de coopération (DCI) : Global public goods and challenges (GPGC).
- Renforcer la cohésion sociale et communautaire, pour permettre la gestion et la réduction de conflits y inclus ceux liés à l'accès aux ressources naturelles.

L'action renforcera la valeur ajoutée de la production agricole locale, en vue de promouvoir le développement économique et social. Une attention particulière sera accordée à la gestion des ressources naturelles et leur réhabilitation, suivant une approche agro écologique et agrosylvopastorale adaptée.

Cette action visera en particulier les ménages ruraux et péri-urbains des zones où la production agricole et pastorale est incertaine, l'accès à l'eau est insuffisant, la couverture en services sociaux de base est faible, les sources de revenus sont limitées et exposés aux conflits locaux pour l'accès aux ressources. Les femmes et les enfants ainsi que les populations affectées par le déplacement forcé (déplacés internes, réfugiés, hôtes) bénéficieront d'une attention particulière.

2. JUSTIFICATION

2.1. Contexte

Contexte général

Le Tchad reste confronté à des crises chroniques complexes (sécuritaires, migratoires, alimentaires et environnementales). La crise Covid-19 a fortement limité le budget de l'État, y compris du fait de la chute historique des prix du pétrole en 2020. Le Tchad fait de nouveau face à une crise macro-économique du fait de sa dette et de sa dépendance à ses exportations de pétrole. En juin 2021, le Fonds monétaire international (FMI) a estimé le gap du budget de l'État à 580 000 000 USD, avec de probables conséquences néfastes au niveau de la dette qui a atteint un niveau critique. Le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) a été de -0,9 % en 2020 contre 5,5 % initialement prévu, après une embellie de 2,9 % en 2019. Le pays dédie une part importante de son budget à la défense et à la sécurité nationale et régionale.

Il est le troisième pays le moins avancé au monde en termes de développement humain (index du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) 2019). Sa population a été estimée en 2020 à 16,3 millions d'habitants, soit une croissance d'environ 50 % au cours de la dernière décennie. Elle est majoritairement jeune, avec 53,3 % de moins de 15 ans. L'espérance de vie est de 53,2 ans, bien inférieure à la moyenne de l'Afrique sub-saharienne (58,5 ans). Le taux de fécondité est très élevé, avec 5,95 enfants par femme (2016) et une croissance démographique annuelle de 3,53 %. Environ 22 % de la population vit en milieu urbain et 78 % en milieu rural dont 3,4 % sont des groupes nomades.

La situation sécuritaire aux frontières avec la Libye, le Soudan, la République centrafricaine et le bassin du Lac Tchad reste particulièrement préoccupante, avec la présence de plusieurs groupes armés (y compris djihadistes) qui pourraient être tentés de profiter de la crise politique actuelle pour se coaliser. La crise humanitaire au Lac Tchad reste l'une des plus importantes à l'échelle mondiale.

Le Tchad joue un rôle crucial dans la stabilité et la lutte contre le terrorisme au niveau régional, par sa diplomatie militaire et par le déploiement de son armée au-delà de ses frontières. Le pays est devenu une puissance militaire

importante dans la région sahélo-saharienne et un partenaire dans les efforts régionaux déployés en faveur de la sécurité dans le centre du Sahel et dans le bassin du Lac Tchad.

Le Tchad se trouve à un tournant majeur dans son histoire, suite à la mort brutale du Président Idriss Déby Itno, annoncée le 20 avril 2021 par le porte-parole de l'armée tchadienne, après plus de 30 ans au pouvoir. Ce dernier a également annoncé la mise en place d'une transition politique sous un Conseil militaire de transition (CMT), suite au renoncement du président de l'Assemblée nationale à assurer l'intérim de la Présidence comme le prévoyait la Constitution. Les nouvelles autorités ont justifié la mise en place du CMT de manière concomitante avec la disparition de l'ancien Président, en raison des craintes relatives à une possible invasion imminente de la capitale par les rebelles du groupe politico-militaire tchadien du Front pour l'alternance et la concorde au Tchad (FACT), impliqué dans les combats associés à la mort du Président Idriss Déby Itno.

Contexte sectoriel

La crise économique et financière en cours depuis 2014 et l'engagement du Tchad dans les efforts régionaux de sécurité et de défense, ont fortement limité la capacité d'investissement du gouvernement dans le développement du pays, particulièrement dans les domaines du développement rural et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Pauvreté : Près de la moitié de la population du Tchad vit dans la pauvreté, avec une forte concentration de la pauvreté dans les zones rurales. Elle affecte particulièrement les femmes et les jeunes. Le taux de pauvreté a connu une augmentation importante en termes de nombre de personnes touchées. La pauvreté monétaire est fortement liée au faible développement humain, à l'insécurité alimentaire et aux problèmes sanitaires. La plupart des personnes affectées par la pauvreté tirent leurs revenus de l'agriculture et de l'élevage et dépendent de systèmes économiques de subsistance traditionnels à bas rendement, avec un accès limité aux marchés et aux services. L'important taux de fécondité et la dépendance climatique de l'agriculture maintiennent la population, et en particulier les femmes, dans une inactivité économique plusieurs mois par an.

L'investissement public se concentre principalement dans les zones urbaines. L'investissement privé est perçu comme trop risqué, en raison de la dépendance climatique des systèmes agro-pastoraux de la taille réduite de la plupart des exploitations tchadiennes et depuis plus récemment, de la transition politique actuelle.

Production agro-pastorale : Le pays dispose de trois grandes zones agro-écologiques distinctes qui lui permettent d'avoir un vaste panel de système de production (zone saharienne, sahélienne et soudanienne). Le Tchad dispose d'un énorme potentiel agricole qui est insuffisamment exploité. Le secteur agricole, dont principalement la culture de céréales, l'élevage et la collecte de gomme arabique, représente 43 % de l'économie tchadienne. La production vivrière contribue à 20 % de l'économie. L'agriculture occupe de manière informelle les 2/3 de la population active du pays, dont plus de la moitié est composée de femmes. L'industrie manufacturière occupe une place marginale et repose essentiellement sur la production de bière et de boissons gazeuses, la production de sucre, et l'égrenage du coton. Le secteur agro-pastoral au Tchad est fondamental pour la croissance économique et pour la sécurité alimentaire de la population.

Insécurité alimentaire : Le Tchad est parmi les pays avec le taux de malnutrition aigüe globale le plus élevé en Afrique occidentale et centrale. Près de 4,6 millions de personnes (51 % de femmes) sont affectées par l'insécurité alimentaire, dont près de 1,8 million en insécurité alimentaire sévère. Le nombre de personnes en situation de crise alimentaire (phase 3 du Cadre harmonisé), urgence (phase 4) ou famine (phase 5), a atteint plus d'un million de personnes en 2020, soit une augmentation de 59 % par rapport à 2019 (Global Report on Food Crises, 2021). Près de 3,1 millions de personnes se trouvaient en situation de stress (phase 2).

Le Covid-19 est venu aggraver une situation déjà dramatique. Les provinces les plus touchées sont le Kanem, le Barh-El-Gazal, le Batha, le Tibesti et le Borkou. Les transferts de fonds privés des migrants de l'extérieur continuent d'être réduits par les coûts de transport et les restrictions de mouvement dans les frontières.

Malnutrition : La situation nutritionnelle reste particulièrement préoccupante dans la bande sahélienne, composée d'une dizaine de régions qui sont frappées, chaque année, par de graves crises alimentaires et nutritionnelles.

La prévalence de la malnutrition chronique² est très élevée au Tchad (32 %), d'où une situation nutritionnelle critique. Un tiers des enfants de moins de 5 ans souffrent de retard de croissance, qui est une conséquence de la malnutrition chronique sur une période prolongée, dont 12,4 % de la forme sévère. Environ 64 % des enfants de moins de 5 ans souffrent d'anémie. Des vingt-trois provinces du Tchad, douze présentent des prévalences de retard de croissance critiques (Kanem, Mayo-Kebbi Ouest, Mayo-Kebbi Est, Logone Oriental, Logone Occidental, Ouaddaï, Tandjilé, Chari Baguirmi, Hadjer Lamis, Lac, Salamat, Sila). Huit provinces enregistrent des prévalences alarmantes comprises entre 20% et 29.9% (Barh-El-Gazal, Guéra, Moyen Chari, Batha, Borkou, Ennedi Est, Mandoul et Wadi Fira).

Au niveau de la malnutrition aigüe globale (MAG)³, la dernière enquête nationale de nutrition selon la méthodologie Standardised Monitoring and Assessment of Relief and Transitions (SMART) révèle, au plan national, une prévalence de 10 %, soit au seuil d'alerte de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Sur les vingt-trois provinces du Tchad, dix-huit sont en situation préoccupante (Kanem, Barh-El-Gazal, Mayo-Kebbi Est, Logone Occidental, Guéra, Ouaddaï, Chari Baguirmi, Lac, Wadi Fira, N'Djamena, Hadjer Lamis, Sila, Batha, Tibesti, Salamat, Ennedi Ouest, Ennedi Est, Borkou). Les provinces du Barh-El-Gazal et du Kanem présentent une prévalence de la MAG de 15,5 % et de 18 % respectivement, soit bien au-dessus de la moyenne nationale et du seuil d'alerte (10 %) et d'urgence (15 %) de l'OMS.

2.2. Analyse des problèmes

Le Tchad est confronté à des crises alimentaires/nutritionnelles de plus en plus récurrentes et longues sur une partie de son territoire. Elles sont causées par des facteurs structurels et interdépendants : pauvreté, démographie, dégradation des ressources naturelles, changement climatique et conflits. Ces crises consomment progressivement la résilience de la société, en réduisant la capacité des systèmes alimentaires à fournir des services socio-économiques et environnementaux de base à la population. Elles sont liées à l'augmentation au cours des dernières années, du nombre de personnes en sous-nutrition, qui est la forme la plus extrême de pauvreté. La dégradation dans un rythme soutenu des terres cultivables a un fort impact sur le rendement agricole et la nutrition. Cependant, le progrès réalisé par la Grande Muraille Verte au Tchad, montre que des solutions basées sur la nature et la restauration des écosystèmes peuvent être efficaces à long terme et permettre un développement durable.

A l'heure actuelle, 5,5 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire (soit 30 % de la population). Ces chiffres semblent être en augmentation, ce qui pourrait mettre à mal les efforts de stabilité et de développement du pays, à moins d'améliorer la résilience de la population. La situation ne peut pas être résolue uniquement par des interventions humanitaires, qui n'ont pas la vocation de s'attaquer aux causes profondes des crises, et demande une approche intégrée entre les actions humanitaires et de développement.

Les populations les plus exposées aux crises sont les ménages ruraux et péri-urbains des zones où la production agricole et pastorale est incertaine, l'accès à l'eau est insuffisant, la couverture de services sociaux de base est faible, les sources de revenus sont limitées et exposés aux conflits locaux pour l'accès aux ressources. Les femmes et les enfants ainsi que les populations affectées par le déplacement forcé (déplacés internes, réfugiés, hôtes) sont les groupes les plus affectés par les crises alimentaires parmi ces populations.

La précarité des moyens d'existence des ménages ruraux rend par conséquent les activités agro-sylvo-pastorales risquées pour les jeunes et provoque des phénomènes d'exode rural et/ou de migration vers l'étranger. Ceci entraîne un appauvrissement problématique des ressources humaines nécessaires à la transformation économique dans les zones rurales. Cette transformation est pourtant nécessaire pour répondre à la demande grandissante des villes en denrées alimentaires, d'ici 2030. Un autre effet du déplacement de populations rurales est l'augmentation du chômage dans les zones de destination, et de manière générale, l'instabilité sociale.

Un certain nombre de zones rurales au Tchad rencontrent des obstacles importants qui limitent fortement leur potentiel de croissance agricole, en particulier l'accès aux services techniques et financiers par les producteurs. Ces obstacles limitent particulièrement l'implication des femmes, des jeunes et des populations déplacées dans les

² **La malnutrition chronique** se développe lentement, en lien avec une situation de pauvreté structurelle, notamment quand l'alimentation n'est pas équilibrée en micronutriments (exemple : ne manger que des céréales, sans autres aliments, peut provoquer un état de malnutrition chronique). Si un enfant est atteint de malnutrition chronique pendant une période prolongée, il souffrira rapidement d'un retard de croissance. Ses défenses immunitaires seront très affaiblies, et de ce fait, il est davantage confronté aux risques de maladies (diarrhées, paludisme, etc.). La malnutrition chronique est un indicateur d'une situation critique en termes d'accès aux services de base et socio-économiques par une population.

³ **La malnutrition aiguë** se développe rapidement, en lien avec une situation ponctuelle de manque ou de manques répétés (période de soudure, épidémie sévère, changement soudain ou répété dans le régime alimentaire, conflit). Il existe deux types de malnutrition aiguë : aiguë modérée et aiguë sévère. Les deux se caractérisent par une perte de poids.

activités agricoles. L'implication des femmes est fortement limitée par le faible accès à l'éducation de base dont elles bénéficient, qui réduit leur potentiel productif en relation avec la production, la transformation et la commercialisation agricoles.

Les tensions et le nombre de conflits communautaires dans ces zones sont en augmentation, en raison de la concurrence accrue pour l'accès aux terres agro-pastorales par une population en forte augmentation et des pluies de moins en moins prévisibles. L'augmentation des conflits est aussi liée, de manière indirecte, aux difficultés de légitimation de l'État et au caractère divisé de la société.

Les conflits communautaires, y compris entre agriculteurs et éleveurs, sont des freins importants au développement économique et aux moyens d'existence des populations rurales, y compris des populations déplacées. Ils augmentent de manière importante les risques liés aux investissements agricoles et limitent l'accès des producteurs et des micro/petites entreprises agricoles aux facteurs de production (terre, intrants, matériel agricole, financement, etc.) ainsi qu'aux services d'appui/conseil, d'encadrement, de formation/information et aux services financiers.

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action :

- Autorités locales, administratives, religieuses et traditionnelles.
- Unités nutritionnelles.
- Organisations paysannes et/ou coopératives de producteurs agricoles et d'élevage.
- Agences spécialisées dans la formation professionnelle et dans le contrôle qualité pour assurer un accompagnement à moyen et long terme.
- Organisations de la société civile, y compris les associations qui travaillent en faveur des personnes déplacées.

Les autres parties prenantes sont les acteurs des systèmes alimentaires, notamment :

- Les Ministères concernés
- Les organisations non gouvernementales (ONGs) nationales et internationales.
- Organisations féminines et de jeunes. Ces organisations sont à la fois acteurs et bénéficiaires du programme et acteurs principaux du dialogue social pour la paix et la réduction des conflits.
- Secteur privé (micro/petites/moyennes entreprises).
- Institutions de financement ou acteurs de développement économique dans les zones rurales et semi-urbaines.
- Mécanismes de suivi et coordination de la Politique nationale de nutrition et d'alimentation (PNNA).
- Comité d'action pour la sécurité alimentaire et la gestion des crises (CASAGC) et son dispositif technique, le Système d'information sur la sécurité alimentaire et d'alerte précoce (SISAAP).

3. DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1. Objectifs et Produits

Objectifs général et spécifiques

L'objectif général (impact) de cette action est : Renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Tchad.

Les objectifs spécifiques (OS) (résultats) de cette action sont:

- OS1 : La résilience aux chocs alimentaires est améliorée.
- OS2 : Les revenus tirés des systèmes agricoles et alimentaires sont améliorés durablement, avec une attention à ceux des femmes et des jeunes.
- OS3 : La gouvernance locale et la cohésion sociale et communautaire sont améliorées.

Les objectifs spécifiques de l'action sont interdépendants entre eux et suivent cette approche de triple nexus (humanitaire/développement/paix).

Produits (P) attendus

Les produits de cette action contribuant aux objectifs spécifiques (effets attendus) correspondants sont les suivants :

Pour l'objectif spécifique 1

- Produit 1.1 : L'accès aux services de base (eau, assainissement, hygiène, éducation nutritionnelle, assistance alimentaire, planning familial, etc.) est facilité au travers de filets de protection sociale.
- Produit 1.2 : L'état nutritionnel de la population vulnérable y compris les personnes déplacées (déplacés internes, et réfugiés), en particulier enfants et femmes, est amélioré.
- Produit 1.3 : Les moyens d'existence des populations sont préservés ou reconstitués après les différents chocs subis. Un accent sera mis sur les activités menées par les femmes (transformation alimentaire, commercialisation, etc.), en lien avec l'OS2.

Pour l'objectif spécifique 2

- Produit 2.1 : Les filières agricoles (y compris les volets transformation et commercialisation) en zones rurales sont développées pour la promotion de l'emploi des jeunes et des femmes des zones d'intervention.
- Produit 2.2 : L'entrepreneuriat communautaire, la génération de revenus et l'accès aux services financiers sont facilités, avec une attention particulière à l'entrepreneuriat communautaire des femmes.
- Produit 2.3 : Des filières de fortification d'aliments de qualité à base de produits agricoles locaux, sont développées ou renforcées.

Pour l'objectif spécifique 3

- Produit 3.1 : Des cadres inclusifs de gestion des conflits liés à l'accès aux ressources naturelles, sont fonctionnels.
- Produit 3.2 : La gouvernance locale des ressources naturelles est améliorée.
- Produit 3.3 : Des mécanismes communautaires de prévention des conflits, sont développés.

3.2. Activités indicatives

Les trois objectifs spécifiques de l'action sont interdépendants, de manière à fournir une réponse intégrée:

OS1 – Résilience aux chocs alimentaires

L'OS1 entend apporter une réponse structurée et durable à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle à travers l'amélioration des moyens d'existence des populations visées. Les activités de cet objectif spécifique seront guidées par des plans de graduation (qui permettent aux populations visées l'atteinte d'un niveau adéquat d'autonomie), qui seront élaborés en concertation avec le Réseau mondial contre les crises alimentaires (GNAFC) au Tchad. Ce volet sera aligné avec le Plan d'action intersectoriel de nutrition et d'alimentation (PAINA), le Plan d'investissement du secteur rural révisé (PNISR) ainsi que les plans de développement locaux.

Ce volet comporte un paquet d'assistance au niveau communautaire et au niveau des ménages, pour les populations cibles des zones d'intervention, selon les degrés de vulnérabilité identifiés. Une attention particulière sera accordée aux femmes démunies et/ou victimes de carences nutritionnelles, aux femmes enceintes et allaitantes, aux jeunes filles vivant seules avec des enfants et aux populations réfugiées et déplacées internes.

Produit 1.1 :

Activité 1.1.1 : Transferts sociaux aux ménages pour le renforcement de leurs moyens d'existence.

Activité 1.1.2 : Appui aux unités nutritionnelles incluant le planning familial.

Activité 1.1.3 : Réalisation et/ou réhabilitation des infrastructures d'eau, en relation avec l'hygiène et l'assainissement.

Produit 1.2 :

Activité 1.2.1 : Promotion d'une approche communautaire des bonnes pratiques nutritionnelles pour la prévention de la malnutrition aigüe et chronique.

Activité 1.2.2 : Promotion des actions complémentaires de soutien de la nutrition, notamment la sensibilisation à l'allaitement maternel exclusif et aux actions essentielles en matière de nutrition, y compris à la planification familiale en lien avec la malnutrition.

Produit 1.3 :

Activité 1.3.1 : Réhabilitation des infrastructures agro-pastorales.

Activité 1.3.2 : Accompagnement des organisations paysannes, y compris les organisations paysannes de femmes, pour une relance rapide de la capacité productive agro-pastorale, y inclus si de besoin, avec des transferts en nature (semences, intrants techniques, matériel, etc.)

OS2 – Développement agricole et territorial

L'OS2 comporte des mécanismes de soutien à une croissance économique et durable en zones rurales, en faveur de groupements agricoles, non-agricoles, agro-alimentaires et des micro/petites entreprises avec une attention particulière aux jeunes et aux femmes. L'OS2 comprendra des volets favorisant l'accès à l'énergie productive (plateforme multifonctionnelle, matériel de transformation et de conservation des produits agricoles, systèmes de pompage solaire, etc.) nécessaires pour une véritable croissance économique en zone rurale y compris dans les communautés de personnes déplacées (personnes déplacées internes et réfugiés), si ces communautés sont présentes dans la zone ciblée par l'action.

L'action cherchera à mobiliser des investissements du secteur privé dans la mesure du possible, en vue de contribuer au financement du développement de chaînes de valeur, et notamment : la gestion de l'eau, la transformation de produits agricoles, le stockage et la transformation ainsi que la commercialisation. Indirectement, l'action mettra les bases d'un développement des chaînes de valeur agricoles et des standards sanitaires. L'action veillera aussi à ce que les femmes puissent bénéficier des investissements.

L'action suivra une logique de développement du territoire, en vue de renforcer son impact. Cela comprend la promotion de pratiques agricoles (agro-écologiques, agroforestières et/ou agro-sylvo-pastorales) durables et plus appropriées aux conséquences du changement climatique, respectueuses de l'environnement, en vue de contribuer à la préservation et/ou la réhabilitation de ressources naturelles et de la biodiversité. L'action s'assurera que les femmes auront accès à la promotion de ces pratiques, notamment en proposant des formations spécifiques pour les femmes qui tiennent notamment compte de leur niveau de scolarité et de leur disponibilité en terme de temps.

Produit 2.1 :

Activité 2.1.1 : Soutien à la création d'activités génératrices de revenus liées aux systèmes alimentaires du Tchad, y compris pour les femmes.

Activité 2.1.2 : Support aux entrepreneurs : formations techniques (y compris sur les pratiques agro écologiques), accompagnement dans la gestion de plans d'affaires (business plans), appui à la structuration de chaînes de valeur. Cette activité sera mise en œuvre suivant l'approche de la « fourche à la fourchette » (production, transformation, commercialisation).

Activité 2.1.3 : Accès des jeunes et des femmes à des services d'incubation agro-entrepreneurial de proximité. Une attention particulière sera, par ailleurs, apportée aux personnes affectées par le déplacement forcé, comme population cible de l'activité.

Produit 2.2 :

Activité 2.2.1 : Mise en place de « centres de services intégrés ».

Ces centres comprendront les services suivants pour les producteurs et productrices : boutique d'intrants et petits matériels de production, système de financement, champ-école paysan, radio communautaire, système de warrantage et dispositif d'appui/conseil. Dans la mesure du possible, l'action cherchera à faciliter l'implication du secteur privé pour permettre aux producteurs et productrices d'accéder à des financements avec des taux d'intérêt abordables. Cette activité pourrait inclure la mise à disposition de kits solaires.

Activité 2.2.2 : Accompagnement de la mise en place des systèmes d'épargne et de crédit pour faciliter l'entrepreneuriat communautaire, la génération de revenus, l'accès aux financements avec un focus particulier sur l'accompagnement des jeunes et des femmes.

Produit 2.3 :

Activité 2.3.1 : Renforcement et développement des chaînes de production locale de farine enrichie et d'autres aliments de complément (pour enfants et adultes) avec l'utilisation de produits de base locaux. Une attention particulière sera donnée aux rôles des femmes et des jeunes dans ces chaînes de production.

Cette activité s'inscrira dans la continuité des expériences pilote en matière de fortification alimentaire, initiées sous le dernier cadre financier multi annuel de l'UE (2014-2020), dans le cadre de l'instrument DCI/GPGC-FOOD Pro-Resilience Action (PRO-ACT).

Activité 2.3.2 : Promotion de l'utilisation des produits issus des filières de fortification, par les enfants et les adultes avec des carences nutritionnelles.

OS3 – Cohésion sociale et cohabitation pacifique autour de la gestion des ressources naturelles

Les activités de l'OS3 visent à réduire les tensions liées à l'accès aux ressources naturelles et à restaurer la confiance entre groupes sociaux. Le vivre-ensemble et la gestion pacifique des conflits seront les thématiques principales.

L'OS3 devra être mis en œuvre en complémentarité et synergie avec les autres interventions dans ce domaine déjà existantes dans la zone, notamment celles financées dans le cadre du « Fonds de Paix et Résilience MINKA » mis en œuvre par l'Agence française de développement (AFD). Toutes les activités devront être menées en collaboration étroite avec les collectivités locales et les structures déconcentrées de l'État.

La participation des femmes dans les instances de gouvernance et de concertation sera promue de manière transversale, notamment pour la question sensible du foncier.

Produit 3.1 :

Activité 3.1.1 : Création et/ou renforcement des mécanismes de gestion de conflits existants et adaptés aux pratiques coutumières, dans le domaine des ressources naturelles et productives. Les femmes seront parties prenantes des mécanismes de gestion de conflit.

Activité 3.1.2 : Appui à la médiation et à la résolution pacifique par les différents acteurs de la gestion des conflits (autorités traditionnelles, autorités locales, société civile, organisations de femmes, etc.).

Produit 3.2 :

Activité 3.2.1 : Appui aux cadres de concertation et renforcement des capacités des services techniques déconcentrés dans la gestion pacifiée et durable des ressources naturelles et productives, y compris la gestion des ouvrages communautaires et du foncier.

Activité 3.2.2 : Appui à la création/révision participative des plans de développement locaux (PDL).

Produit 3.3 :

Activité 3.3.1 : Renforcement des organisations communautaires pour des actions de prévention des conflits et d'échange de bonnes pratiques pour la réduction de la violence, y compris intra et inter communautaire.

Activité 3.3.2 : Création et animation d'espaces d'échanges et de dialogue sur l'utilisation des ressources naturelles et productives, y compris dans les communautés déplacées.

Activité 3.3.3 : Actions de sensibilisation sur la cohésion sociale et la paix et sur la gestion des ressources naturelles y compris dans les communautés déplacées.

L'engagement de la contribution de l'UE aux Initiatives Équipe Europe (IEE) prévues dans le cadre de ce programme annuel d'action sera complété par d'autres contributions de la part de partenaires de l'Équipe Europe. Elle est conditionnée à la confirmation formelle par chaque partenaire de sa contribution substantielle dès que possible. Dans l'hypothèse où ces IEE et/ou ces contributions ne se concrétisent pas l'action de l'UE pourra continuer hors du cadre des IEE.

3.3. Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

Résultats de l'examen de l'évaluation environnementale stratégique (EES) :

Le criblage EES a conclu que les principaux aspects liés à l'environnement et au climat doivent être pris en compte au cours de la conception.

Résultats de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) :

L'évaluation préliminaire de l'EIE a classé l'action en tant que catégorie C (aucune évaluation supplémentaire n'est nécessaire).

Résultats de l'examen analytique de l'évaluation des risques climatiques :

L'examen analytique des agences de notation a conclu qu'une analyse basée sur le modèle « Climate Risk Assessment (CRA) » sera réalisée dans la phase initiale de mise en œuvre. L'analyse permettra que l'action assure la réduction de et la résilience à de différents risques climatiques (disponibilité limitée d'eau et pluviométrie instable, inondations, dégradation des sols, perte de la biodiversité). Elle devrait aussi permettre à l'action de contribuer à la durabilité environnementale et des ressources naturelles, notamment face aux risques liés au changement climatique.

Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. Cela implique que l'action contribue à l'égalité de genre notamment par :

- La promotion de la nutrition et l'accès aux services d'assistance et conseil pour les femmes enceintes et allaitantes.
- L'appui à l'insertion des femmes dans le tissu économique en zone rurale via la formation technique et entrepreneuriale ainsi que la fourniture de services d'assistance technique et financière pour la création d'entreprise.

Il est prévu de réaliser lors du démarrage une analyse pour évaluer les besoins des femmes et des jeunes et le soutien que devrait recevoir les petites entreprises. Les activités de l'action seront ajustées en fonction des résultats de ladite analyse pour soutenir en particulier les femmes venant de ménages affectés par la pauvreté et avec un accès limité aux services sociaux de base, les femmes enceintes et allaitantes démunies et victimes de carences nutritionnelles et les jeunes filles mères et isolées. L'analyse sera faite de manière à faciliter un accès plus équitable aux services sociaux par ces catégories vulnérables.

Droits de l'homme

L'action visera à respecter et à promouvoir activement le droit à une alimentation suffisante, saine et nutritive, qui est un droit humain, en particulier au niveau de l'OS1. Un focus particulier sera accordé aux femmes enceintes, aux jeunes mères et aux enfants (y compris au sein des populations affectées par le déplacement forcé).

Invalidité/handicap

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D0. Cela implique que cette thématique n'est pas un objectif principal ou significatif de l'action.

Les personnes avec handicap font cependant partie des groupes vulnérables qui sont visés par l'OS1 de l'action.

Démocratie

Le renforcement de la démocratie n'est pas un objectif direct de l'action. L'action contribuera toutefois indirectement à la stabilité politique et sociale du pays, compte tenu qu'elle vise la réduction des conflits sociaux dus au chômage des jeunes et des conflits entre éleveurs et agriculteurs dans plusieurs provinces du pays.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

Les conflits communautaires et l'insécurité qu'ils génèrent, renforcent la crise socio-économique chronique du Tchad. Ils sont aussi la cause de la vulnérabilité des systèmes alimentaires et de l'insécurité alimentaire/nutritionnelle.

Pour cela, l'action porte une attention importante à la gestion et à la résolution des conflits (OS3). Elle mettra en œuvre des stratégies de réduction des conflits sociaux, par la création d'espaces de négociation pour la gestion et la réduction des conflits entre éleveurs et agriculteurs, en relation avec l'accès aux ressources naturelles et productives (OS3).

L'action vise aussi à réduire l'incidence du chômage parmi les jeunes (OS2), qui est l'un des facteurs de risque pour le développement des conflits et dont les groupes armés et criminels tirent profit, dans la région du Sahel.

Réduction des risques de catastrophes

L'action sera mise en œuvre de manière intégrée pour l'OS2 lié à la production (agriculture, élevage, et foresterie/agrosylviculture), de manière à permettre une diversification en termes de l'alimentation des ménages, des revenus et de l'accès aux sources d'énergie renouvelables. La diversification et l'intégration de processus productifs différents dans l'action, permettra d'augmenter la résilience et de réduire les risques liés aux aléas climatiques et hydrologiques, ainsi qu'aux variations des prix du marché qui pourraient subvenir lors de la mise en œuvre de l'action.

Le principal risque de l'action est lié à l'insécurité et aux conflits qui augmentent, de manière presque automatique, les risques de tout investissement. Ce risque est atténué en partie à travers les activités de gestion et de réduction des conflits de l'action (OS3).

3.4. Risques et enseignements tirés

Categorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haute/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
Sécuritaire	Les conditions de sécurité ne permettent pas l'accès à certaines zones du pays Certaines activités de l'action ne peuvent pas être déployées	Moyenne	Moyen	L'action a été formulée selon une approche flexible et modulaire pour pouvoir être réorientée si nécessaire, en termes géographiques et thématiques, sans incidence sur l'impact final.
Économique	Absence d'investissements privés en raison de la instabilité politique et/ou en cas de conflits locaux	Haute	Faible	Les activités de l'action sont conçues pour permettre la diversification des activités liées au chaînes de valeur agricoles et non-agricoles (transformation, commercialisation) et des investissements, en termes thématiques et géographiques. Cela permettra d'atténuer les risques en cas de crise sur des zones et/ou secteurs économiques en particulier.

Enseignements tirés:

Au niveau de l'OS1, l'action a été conçue pour servir de catalyseur dans le cadre de l'implication de l'UE au mécanisme permanent « Réseau mondial de lutte contre les crises alimentaires (GNAFC) », qui a été développé avec la FAO et le PAM. Le Tchad fait partie des pays choisis pour tester ce mécanisme. Les provinces du Kanem et de

Barh-El-Gazal ont été identifiées comme provinces pilotes. À l'heure actuelle, il n'y a que quelques activités de développement financées par l'UE dans ces provinces, principalement dans la province de Barh-El-Gazal.

Les leçons tirées d'actions précédentes en relation avec l'OS1, sont :

- « Résilience et emploi au Lac Tchad (RESTE, action régionale sous le Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique (FFU), de 27 000 000 EUR dont 15 000 000 EUR pour la partie résilience au Tchad) ».
L'action a permis d'identifier les difficultés pour opérationnaliser un projet nexus au Tchad. L'action a été mise en œuvre avec le concours d'ONGs internationales humanitaires, des ONGs locales avec des compétences pour des actions de développement et des institutions publiques tchadiennes, et notamment les services déconcentrés (agriculture, environnement, action sociale). L'appui à la formation d'Associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) a été considéré comme une grande réussite du projet. Traditionnellement la population utilise un système de tontine (un groupement qui se met en place pour soutenir financièrement l'un de ses membres, en faisant le tour des membres). Dans l'approche AVEC on peut retrouver des éléments qui ressemblent au système tontine (solidarité financière au niveau villageois). Les AVEC mises en place semblent être acceptées par la population, ont bien pris forme et il est fort probable qu'elles continueront même après la fin du projet.
- « ARCHIPELAGO : an African-European initiative for technical education and vocational training (FFU, projet régional de 15 000 000 EUR dont 600 000 EUR pour le Tchad) ».
Le projet a fourni de la formation professionnelle à des jeunes entrepreneurs dans la filière semencière. Il est mis en œuvre conjointement par la chambre de commerce de Saône-et-Loire en France et la Chambre de commerce, d'industrie, d'agriculture, de mines et d'artisanat (CCIAMA) du Tchad. Le transfert de technologie de l'EU est bien accueilli par les bénéficiaires. Les jeunes entrepreneurs et agriculteurs ont reçu des formations sur l'agriculture commerciale et il y a eu une coopération fructueuse avec les services de l'État pour le développement de variétés de semences améliorées adaptées au climat du Barh-El-Gazal. Il serait utile d'évaluer la valeur ajoutée potentielle de cette approche commerciale dans le contexte de la GNAFC.
- « Programme de développement inclusif dans les zones d'accueil (DIZA, FFU, 15 000 000 EUR).
Il s'agit du programme phare de l'opérationnalisation du triple nexus humanitaire-développement-paix au Tchad. Il a été formulé pour contribuer à la stabilisation et au maintien de la paix dans les zones touchées par le déplacement forcé, à travers le renforcement de la résilience de population. Le programme a été conçu en étroite collaboration avec ECHO. Le programme a permis le renforcement de la résilience des bénéficiaires face aux chocs récurrents. Une leçon importante est l'importance d'un suivi étroit sur le terrain par les opérateurs de mise en œuvre, pour l'atteinte des résultats positifs.

Sur base des résultats de ces projets, l'OS1 permettra de renforcer l'articulation entre les actions de développement et les actions humanitaires pour soutenir la résilience des communautés et des structures de base de manière intégrée.

Au niveau de l'OS2, l'action assure une continuité avec deux actions pilote initiées sous le dernier cadre financier de l'UE pour la période 2014-2021 :

- « Support to women producers of local fortified foods in Chad, for children between 6 and 23 months (projet A-FORT, sous DCI/GPGC-FOOD, 1 500 000 EUR).
- « Production locale d'aliments de complément pour les enfants de 6 à 24 mois (projet PRO-FORT, sous DCI/GPGC-FOOD, 5 000 000 EUR) ».

L'OS2 s'appuiera sur les leçons et les résultats atteints dans le cadre de ces projets, en vue de rendre la production durable et rentable dans le long terme. L'action contribuera au développement d'une chaîne de valeur pour la production d'aliments fortifiés localement en vue de mettre en œuvre un cercle vertueux permettant : 1/ la réduction de l'incidence de la malnutrition chronique chez les enfants et 2/ le renforcement de la résilience des ménages par le développement d'une activité économique rentable.

Il est nécessaire que l'action ait lieu dans les provinces qui ont bénéficié des projets PRO-FORT et A-FORT. La consolidation du projet dans les zones déjà actives dans la production et l'extension de la production dans d'autres provinces qui ont un bon potentiel productif, permettra en outre de relever un autre défi majeur, celui de la fourniture d'aliments fortifiés aux populations les plus touchées par la pauvreté et pour qui ces produits seraient des éléments

déterminants. Une partie de la production sera aussi spécifiquement réservée aux actions prévues sous l'OS1 de l'action et pour des ONG intervenants dans de programmes d'assistance alimentaire.

Une leçon importante est que la fortification d'aliments peut s'avérer coûteuse et peu rentable au Tchad. L'action évaluera la faisabilité de développer des solutions locales pour les suppléments de micronutriments nécessaires à la production des aliments de compléments. Un changement de l'approche « subvention » appliquée jusqu'à présent, vers une intégration des investissements provenant du secteur privé sera cruciale.

Outre la poursuite des programmes PRO-ACT, cette action pourrait également bénéficier des acquis du « Programme sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN, de 157 000 000 EUR sous le 11^e FED) » en cours de démarrage, qui vise une réduction significative de la prévalence de la malnutrition chronique au Tchad dans cinq provinces du Tchad, parmi lesquelles quatre sont aussi couvertes par le programme A-FORT. La production d'aliments enrichis à travers le programme A-FORT pourrait être un réel avantage également pour l'impact du SAN dans les quatre provinces couvertes par les deux programmes.

En outre, cette action s'inscrira dans le cadre des efforts de la Grande Muraille Verte au Tchad, et dans ce cadre développera des synergies avec d'autres programmes UE en support à cette initiative.

3.5. La logique d'intervention⁴

Dans le contexte actuel de transition politique au Tchad, l'action est conçue de manière à:

- Capitaliser et préserver les investissements réalisés par l'UE dans le domaine de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le cadre d'actions précédemment adoptées (FED, FFU, DCI).
- Poser les bases pour des actions ultérieures plus conséquentes dans le secteur de la sécurité alimentaire/nutritionnelle et du développement territorial et agricole prévues dans le MIP, au niveau des domaines prioritaires 2/ Développement humain et 3/ Pacte Vert.

Le mode d'implémentation choisi, par gestion indirecte avec des organisations spécialisées des Nations Unies, prend en considération ces deux éléments et permet d'assurer une grande flexibilité dans la mise en œuvre.

Un programme unique, dans une logique d'un seul contrat multi-acteurs, est privilégié pour :

- i) Assurer une réelle coordination et concertation entre les différentes activités menées, mais également entre les différents intervenants de mise en œuvre.
- ii) Assurer un impact par la mobilisation de moyens conséquents et par la concertation / collaboration avec les autres acteurs intervenant dans le domaine.
- iii) Permettre une flexibilité entre les différentes activités du programme, pour l'adapter à l'évolution de la situation.

L'action suit une approche intégrée et complémentaire : elle se compose de trois objectifs spécifiques interdépendants, axés respectivement sur les besoins à court terme et à plus long terme en matière de sécurité alimentaire et de développement économique, ainsi que de promotion et de consolidation de la paix. L'approche permet d'opérationnaliser l'initiative triple-nexus (humanitaire-développement-paix (HDP)) du Conseil, pour laquelle le Tchad est l'un des pays pilotes.

Les trois objectifs spécifiques seront interconnectés, car :

- i) La réponse aux besoins alimentaires à court terme permet à la fois la réduction de conflits et la création des conditions de base pour le développement. Elle a aussi le potentiel de fournir à terme, des débouchés commerciaux aux filières, en permettant de sauvegarder le capital productif.
- ii) Le développement territorial et la génération de revenus et d'emplois permet de réduire les besoins des catégories vulnérables face aux chocs et au sous-emploi, ce qui contribuera à réduire les tensions sociales et conflits liés.
- iii) Le renforcement de la cohésion sociale est à la base de la réduction de la violence, et permet d'améliorer le climat des affaires et la réduction de l'un des facteurs de crise les plus importants dans la région.

Cette chaîne de causalité et les interconnexions décrites pourront être maintenues et réalisées à condition que des chocs exogènes tels que sécheresse, inondations, guerre ou autres situations d'instabilité politique ne se produisent pas ou pas dans une ampleur telle à impacter le programme dans sa totalité.

L'approche nexus HDP est encore plus pertinente compte tenu de la situation politique et la crise alimentaire/nutritionnelle en cours au Tchad. Elle sera mise en œuvre en concertation et en complémentarité avec les opérations d'ECHO. L'approche nexus est requise pour permettre un impact, car un déséquilibre éventuel entre les trois aspects comporterait un point faible pour les communautés qui pourraient être tirées vers le bas par le pilier négligé, notamment au niveau des besoins alimentaires immédiats, les conflits ou le manque de perspectives de développement.

L'action s'inscrit dans le cadre du secteur prioritaire « agriculture, développement rural, sécurité alimentaire » de l'Alliance Sahel et sera mise en œuvre suivant une approche territoriale.

3.6. Matrice indicative du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être développé au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être informées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à cette AD, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles intermédiaires pour les indicateurs et des résultats si besoin.

- Le premier rapport d'avancement devra inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de références/cibles).
- Les rapports d'avancement suivants devront fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final devra inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice indicative du cadre logique peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les résultats attendus et les indicateurs, cibles et références associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucun amendement n'étant nécessaire à la décision de financement.

Résultats	Chaîne de résultats Principaux résultats attendus	Indicateurs	Valeurs de référence	Valeurs cibles	Sources de données	Hypothèses
Impact	Renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Tchad	<p>1. Prévalence de malnutrition chronique chez les enfants âgés de moins de 5 ans, a) au niveau national et b) dans les provinces cibles de l'action (%)</p> <p>2. Taux de malnutrition aigüe modérée/sévère (H/F)</p> <p>3. Nombre de personnes en situation de stress (phase 2 du Cadre intégré de la sécurité alimentaire), de crise alimentaire (phase 3), urgence (phase 4) ou famine (phase 5) (H/F)</p>	<p>1a 2019⁵: 32%</p> <p>1b Kanem: 46,6%; Barh El Gazal: 29%; Logone Occid: 34,1%; Mayo Kebbi Est: 33,6%; Mayo Kebbi Ouest: 43,2%; Tandjilé: 31,4%</p> <p>2. 2019 - MAM⁶: 7,0; MAS⁷: 5,6</p> <p>3. Juin 2021⁸ Phase 2 : 2.854.081 (H: 50%; F: 50%) Phase 3 : 1.094.537 (H: 50%; F: 50%) Phase 4 : 54.458 (H: 50%; F: 50%) Phase 5 : 0 (H: 50%; F: 50%) Phases 3-5: 1.148.995</p>	<p>1. 2023: 30% 1b Kanem: 43,7%; Barh El Gazal: 27,1%; Logone Occid: 32%; Mayo Kebbi Est: 31,5%; Mayo Kebbi Ouest: 40,5%; Tandjilé: 29,4%</p> <p>2. 2023 - MAM: < 7,0 MAS: < 5,6</p> <p>3. À définir</p>	<p>1. enquêtes SMART ou Cadre Harmonisé</p> <p>2. Données de l'Integrated Phase Classification (IPC)</p> <p>3. Données IPC</p>	<i>Non applicable</i>

⁵ SMART 2019 Prévalences de la malnutrition chronique chez les enfants de 0-59 mois et situation des provinces en santé publique (Z-score <-2)

⁶ MAM : Malnutrition aigüe modérée

⁷ MAS : Malnutrition aigüe sévère

⁸ Résultats de l'analyse de l'insécurité alimentaire aiguë en situation courante d'octobre-décembre 2020 et projetée de juin-août 2021 (décembre 2020)

Effet direct 1	La résilience aux chocs alimentaires est améliorée	1.1 Nombre de personnes évaluées par le plan de graduation et sortant de situation de vulnérabilité extrême (H/F)	1.1 Kanem et Barh el Gazal : 48.000 personnes Pour les autres zones, le nombre sera renseigné par la baseline en réalisation par le GNAFC	1.1 > 96.000 personnes	1.1 Enquêtes ménages au début et à la fin de la période de mise en œuvre réalisée dans le cadre du projet par le GNAFC	Pas de nouvelles dégradations de la situation sécuritaire qui pourraient limiter la capacité opérationnelle et réduire l'accès aux zones d'intervention; Pas de nouveaux chocs naturels et alimentaires
Effet direct 2	Les revenus tirés des systèmes agricoles et alimentaires sont améliorés durablement, avec une attention sur ceux des femmes et des jeunes	2.1 % d'augmentation de revenus au niveau des coopératives/associations des agriculteurs et des usines/centres de transformation soutenus par l'UE 2.2 % d'augmentation de revenus au niveau des groupements féminins soutenus par l'UE	2.1 À définir 2.2 À définir	2.1 À définir 2.2 À définir	2.1 et 2.2 Enquêtes ménages au début et à la fin de la période de mise en œuvre réalisée dans le cadre du projet	Pas d'effets climatiques majeurs qui peuvent limiter le calendrier agricole et la productivité
Effet direct 3	La gouvernance locale et la cohésion sociale et communautaire sont améliorées	3.1 Nombre de personnes ayant directement bénéficié d'interventions soutenues par l'UE visant spécifiquement à appuyer la prévention des conflits (EU RF n°25) (H/F) 3.2 Nombre de conflits liés à l'accès aux ressources naturelles répertoriés annuellement	3.1 À définir 3.2 Pendant la période du 1er janvier au 31 juillet 2021 : 24 incidents ont été signalés ⁹	3.1. À définir 3.2 A la fin du projet, le nombre d'incidents signalés aura diminué de 50%	3.1 Rapports du projet et Enquêtes ménages au début et à la fin de la période de mise en œuvre 3.2 Rapports du projet et Enquêtes ménages au début et à la fin de la période de mise en œuvre	Stabilité politique, sécuritaire et économique

⁹ OCHA juillet 2021 TCHAD Aperçu des conflits intercommunautaires

Produit 1 lié à l'effet direct 1	<p>1.1 L'accès aux services de base (eau, assainissement, hygiène, éducation nutritionnelle, assistance alimentaire, planning familial, etc.) est facilité au travers de filets de protection sociale</p>	<p>1.1.1 Nombre de personnes ayant accès aux services de base (H/F) avec le soutien de l'UE</p> <p>1.1.2 Nombre de personnes ayant accès à une source d'eau potable améliorée et/ou des installations sanitaires avec le soutien de l'UE (H/F) (EU RF n°38)</p>	<p>1.1.1 : 0</p> <p>1.1.2 : a. Pourcentage utilisant de l'eau potable : Total au Tchad 61,8% (urbain 91% ; rural 54,9%)¹⁰ b. Pourcentage utilisant des installations sanitaires améliorées 16,1% (total) ; 55% (urbain) ; 7% (rural)¹¹</p>	<p>1.1.1 À définir</p> <p>1.1.2 À définir</p>	<p>1.1.1 Rapports des centres de déploiement des services de base</p> <p>1.1.2 Rapports des centres de déploiement des services de base</p>	<p>Stabilité politique, sécuritaire et économique</p> <p>Pas de dégradation des services de bases publics et/ou communautaires</p>
Produit 2 lié à l'effet direct 1	<p>1.2 L'état nutritionnel de la population vulnérable, y compris les personnes déplacées (déplacés internes, et réfugiés), en particulier enfants et femmes, est amélioré</p>	<p>1.2.1 Nombre de personnes étant en situation d'insécurité alimentaire bénéficiant d'un soutien de l'UE dans les zones d'intervention (H/F et personnes déplacées) (EU RF)</p> <p>1.2.2 Nombre de femmes en âge de procréer, d'adolescentes et d'enfants de moins de 5 ans bénéficiant des interventions soutenues par l'UE liées à la nutrition (EU RF)</p>	<p>1.2.1: Voir données Projet SAN¹² (UE) pour 5 districts de 5 provinces du Tchad</p> <p>1.2.2: Voir données Projet SAN UE pour 5 districts de 5 provinces du Tchad</p>	<p>1.2.1 À définir</p> <p>1.2.2 À définir</p>	<p>1.2.1 rapports du Cadre Harmonisé</p> <p>1.2.2 Rapports de l'action</p>	<p>Absence de chocs alimentaires, économiques et de marchés</p>

¹⁰ MICS Tchad 2019

¹¹ MICS Tchad 2019

¹² SAN : Sécurité alimentaire et nutritionnelle

Produit 3 lié à l'effet direct 1	1.3 Les moyens d'existence des populations sont préservés ou reconstitués après les différents chocs subis (en lien avec l'OS2)	1.3.1 Nombre de personnes dont les moyens d'existence ont été protégés/réhabilités avec le soutien de l'UE (H/F et personnes déplacées)	1.3.1: 0	1.3.1 Le 60% des personnes identifiées en catégorie rouge par le GNAFC est passé à la catégorie orange	1.3.1 Rapports du projet et enquêtes ménages au début et à la fin de la période de mise en œuvre	Absence de nouveaux chocs
		1.3.2 Nombre de femmes qui ont intégré/développé une unité de transformation ou commercialisation avec le soutien de l'UE	1.3.2: 0	1.3.2 À définir	1.3.2 Rapports du projet et enquêtes ménages au début et à la fin de la période de mise en œuvre	
Produit 1 lié à l'effet direct 2	2.1 Les filières agricoles (y compris les volets transformation et commercialisation) en zones rurales sont développées pour la promotion de l'emploi des jeunes et des femmes des zones d'intervention	2.1.1 Nombre de filières agricoles et de commercialisation/transformation développées avec le soutien de l'UE	2.1.1: 0	2.1.1 À définir	2.1.1 Rapports du projet	Pas d'effets climatiques majeurs qui peuvent limiter le calendrier agricole et la productivité
		2.1.2 Nombre d'emplois soutenus/maintenus par l'UE (H/F) (EU RF n°13a)	2.1.2: 0	2.1.2 À définir	2.1.2 Rapports du projet	
		2.1.3 Nombre d'écosystèmes agricoles et d'élevages pour lesquels de bonnes pratiques de gestion durable de terre ont été mises en place avec le soutien de l'UE (EU RF n°2)	2.1.3: 0	2.1.3 À définir	2.1.3 Rapports du projet et enquêtes ménages au début et à la fin de la période de mise en œuvre	

Produit 2 lié à l'effet direct 2	2.2 L'entrepreneuriat communautaire, la génération de revenus et l'accès aux services financiers sont facilités, avec une attention particulière à l'entrepreneuriat communautaire des femmes	2.2.1 Nombre de bénéficiaires ayant accès à des services financiers avec le soutien de l'UE : (a) entreprises ; (b) particuliers (H/F) (EU RF n°17a et 17b) 2.2.2 Nombre de personnes ayant bénéficié d'interventions en matière de formation professionnelle et de développement des compétences, soutenues par l'UE dans des institutions ou sur le lieu de travail (H/F) (EU RF n°14a)	2.2.1: 0 2.2.2: 0	2.2.1 À définir 2.2.2 À définir	2.2.1 Rapports du projet 2.2.2 Rapports du projet	Pas d'effets climatiques majeurs qui peuvent limiter le calendrier agricole et la productivité Disponibilité de liquidité monétaire en zones rurales
Produit 3 lié à l'effet direct 2	2.3 Des filières de fortification des aliments à base de produits agricoles locaux, sont développées ou renforcées	2.3.1 Volume d'aliments fortifiés produit avec le soutien de l'UE 2.3.2 Volume d'aliments fortifiés commercialisés (désagrégé par moyen de commercialisation) avec le soutien de l'UE	2.3.1: Volume de base (produit dans le cadre des projets AFORT et PROFORT) 2.3.2: 0	2.3.1 Volume de base doublé en 2023 2.3.2 À définir	2.3.1 Rapports du projet 2.3.2 Rapports du projet	Pas d'effets climatiques majeurs qui peuvent limiter le calendrier agricole et la productivité
Produit 1 lié à l'effet direct 3	3.1 Des cadres inclusifs de gestion des conflits liés à l'accès aux ressources naturelles, sont fonctionnels	3.1.1 Nombre de communautés ayant intégré des cadres inclusifs de gestion des conflits liés à l'accès aux ressources naturelles avec le soutien de l'UE 3.1.2 Nombre et % de personnes intégrées dans les cadres de gestion de conflits développés avec le soutien de l'UE (H/F, âge et personnes déplacées)	3.1.1: 40% (pourcentage de villages soutenus par l'UE dans les provinces de Salamat et Guera) 3.1.2: 0	3.1.1 À définir 3.1.2 À définir	3.1.1 Rapports du projet 3.1.2 Rapports du projet et enquêtes ménages au début et à la fin de la période de mise en œuvre	Politiques et normes foncières sont appliquées Maintien du niveau des ressources naturelles

Produit 2 lié à l'effet direct 3	3.2 La gouvernance locale des ressources naturelles est améliorée	3.2.1 % de communautés qui comptent avec un mécanisme de gouvernance locale des ressources naturelles amélioré grâce au soutien de l'UE 3.2.2 Nombre et % de personnes qui jugent la gouvernance des ressources naturelles de la communauté comme étant améliorée grâce au soutien de l'UE (H/F, âge et personnes déplacées)	3.2.1: 0 3.2.2: 0	3.2.1 À définir 3.2.2 À définir	3.2.1 Rapports du projet 3.2.2 Enquêtes ménages au début et à la fin de la période de mise en œuvre	Politiques et normes foncières sont appliquées Maintien du niveau des ressources naturelles
Produit 3 lié à l'effet direct 3	3.3 Des mécanismes communautaires de prévention des conflits, sont développés	3.3.1 Nombre de communautés ayant intégré des mécanismes communautaires de prévention et gestion des conflits avec le soutien de l'UE 3.3.2 Nombre et % de personnes participant dans des mécanismes communautaires de prévention et gestion de conflits grâce au soutien de l'UE (H/F, âge et personnes déplacées)	3.3.1: 0 3.3.2: 0	3.3.1 Plus 50% par rapport à la situation de 2021 3.3.2 À définir	3.3.1 Rapports du projet 3.3.2 Enquêtes ménages au début et à la fin de la période de mise en œuvre	Politiques et normes foncières sont appliquées Maintien du niveau des ressources naturelles

4. MODALITES DE MISE EN OEUVRE

4.1. Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il n'est pas envisagé de conclure une convention de financement avec la République du Tchad.

4.2. Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de **36 mois** à compter de la date d'adoption par la Commission de la présente décision de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3. Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

Non applicable.

4.4. Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE¹³.

4.4.1. Gestion indirecte avec une organisation internationale

Cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec l'Organisation de Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM), via un contrat multi-agences. Les deux agences travailleront en consortium sous la direction de la FAO.

Cette mise en œuvre concerne la totalité des activités prévues sous les trois objectifs spécifiques (OS) de l'action :

- OS1 : La résilience aux chocs alimentaires est améliorée.
- OS2 : Les revenus tirés des systèmes agricoles et alimentaires sont améliorés durablement, avec une attention à ceux des femmes et des jeunes.
- OS3 : La gouvernance locale et la cohésion sociale et communautaire sont améliorées.

Les entités envisagées ont été sélectionnées sur la base des critères suivants: expertise technique et thématique pointue et confirmée dans les domaines de l'action en Afrique subsaharienne et dans la région, avec une capacité à se coordonner avec les autorités nationales et de travailler avec les autorités locales. Cela inclut le support aux entreprises du système alimentaire, en particulier pour la production agricole primaire, le développement des chaînes de valeur, la fortification et l'accompagnement technique pour l'adoption d'une approche agro-écologique durable.

Les entités de mise en œuvre (FAO et PAM) ont été jugées capables de couvrir le spectre complet de l'approche HDP dans le contexte de crises alimentaires, notamment avec une forte capacité de liaison avec les actions humanitaires mises en œuvre par ECHO et d'autres acteurs humanitaires. Cela permettra de renforcer l'impact et la complémentarité de l'action. De même, les organisations sont considérées comme ayant la capacité de coordonner les différents acteurs nécessaires à l'atteinte des résultats prévus de l'action, y compris des ONG internationales et locales, des autres agences des Nations unies, le secteur privé, les organisations des producteurs, les associations et les autres acteurs locaux. Ces organisations ont également la capacité de travailler auprès des autorités nationales et locales.

¹³ www.sanctionsmap.eu. Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes juridiques publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site web, c'est la version du JO qui prévaut.

Leur capacité de coordination et de mobilisation conjointe repose sur le mécanisme permanent qu'est le Réseau Mondial de lutte Contre les Crises Alimentaires (Global Network against Food Crises, initié par l'UE, la FAO et le PAM, auquel se sont joints d'autres acteurs tels que : USAID, UNICEF et OCHA). L'un des objectifs principaux du Réseau est la mise en place de nouvelles approches permettant de faire face aux crises prolongées et aux catastrophes récurrentes, ainsi que de réduire la vulnérabilité, en réduisant la fracture existante dans le travail entre partenaires humanitaires et de développement.

Au sein du système des Nations unies, le PAM a acquis une expertise spécifique dans le domaine de la transformation et de la fortification locale de produits agricoles s'éloignant progressivement de l'approche de l'assistanat.

Les organisations onusiennes sont à même d'assurer la mise en œuvre cohérente avec les objectifs stratégiques de l'UE, dans plusieurs domaines :

- La protection des catégories vulnérables, en particulier les femmes et les enfants et des personnes affectées par le déplacement forcé, qui sont exposés à la malnutrition aiguë et chronique.
- La promotion de pratiques environnementales durables.
- La protection des ressources naturelles, la mitigation et l'adaptation au changement climatique.
- L'amélioration de la stabilité sociale des zones rurales marginales.

En cas d'échec des négociations avec les entités susmentionnées (FAO et PAM sous la direction de la FAO), les activités de l'OS1 et de l'OS2 de la présente action pourraient être mises en œuvre en gestion indirecte séparément.

Ainsi l'OS1 pourrait être mis en œuvre par la FAO notamment compte tenu de son expertise en matière de nutrition, de sa capacité opérationnelle particulièrement sur les zones envisagées et de son leadership sur le GNAFC en matière de traitement des données à Rome et de sa coordination effective au Tchad.

L'OS2 pourrait être mis en œuvre par le PAM notamment compte tenu de son implantation locale très forte pour assurer le réseau de distribution alimentaire et pour soutenir le développement de filières agricoles et aussi de son rôle de chef de file de la filière de fortification alimentaire pour les jeunes enfants, financée par l'UE à travers les projets PRO-FORT et A-FORT. L'OS3 de l'action, serait alors mis en œuvre en gestion directe conformément aux modalités de mise en œuvre mentionnées à la section 4.4.2.

4.4.2. Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe et (vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative).

Activités de l'OS3

En cas d'échec des négociations d'une convention en gestion indirecte avec la FAO et le PAM sous la direction de la FAO, l'OS3 sera mis en œuvre en gestion directe.

Subventions (gestion directe) :

- a) **Objet des subventions** : La totalité des activités de l'OS3 pourront être mises en œuvre par un ou plusieurs contrats de subvention.
- b) **Type de demandeurs visés** : Organisations non-gouvernementales avec expérience avérée dans le domaine de la promotion de la paix et de la cohésion sociale au Tchad. Les critères de sélection essentiels du/des demandeurs :
 - Expertise et expérience dans le domaine de la promotion de la paix et de la cohésion sociale au Tchad
 - Complémentarité géographique et thématique dans les régions d'intervention.

4.5. Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

4.6. Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)
Modalités de mise en œuvre – cf. section 4.4	
OS1 : La résilience aux chocs alimentaires est améliorée OS2 : Les revenus tirés des systèmes agricoles et alimentaires sont améliorés durablement, avec une attention à ceux des femmes et des jeunes OS3 : La gouvernance locale et la cohésion sociale et communautaire sont améliorées Composé de :	44 000 000
Gestion indirecte avec la FAO et le PAM sous le leadership de la FAO - cf. section 4.4.1 et 4.4.2.	44 000 000
Totaux	44 000 000

4.7. Structure organisationnelle et responsabilités

Les organisations onusiennes devront assurer la coordination et la qualité technique des activités. Les organisations onusiennes s'engageront à travailler en étroite collaboration entre elles et avec des entités spécialisées dans les différents domaines requis pour la mise en œuvre de l'action (notamment la recherche, le contrôle qualité, formation, l'incubation et notamment le secteur financier/investissement/secteur privé, y inclus des approches à petite échelle locale).

Elles se chargeront de la sous-contractualisation d'organisations non gouvernementales (ONG) et faciliteront leur acceptabilité et leur travail avec les autorités nationales.

De même, elles devront assurer la coordination avec le gouvernement, qui présidera le comité de pilotage et exercera un suivi de la mise du projet. L'UE garde la responsabilité sur le choix des activités à réaliser ainsi que sur le niveau d'implication des acteurs.

Pour ce faire, le comité de pilotage ainsi que le comité opérationnel seront les structures fonctionnelles de gouvernance du programme, structures cruciales dans la mise en œuvre de l'action et le suivi de la stratégie d'intervention.

La visibilité de l'action de l'UE au bénéfice direct des populations tchadiennes devra être assurée par les deux agences (FAO et PAM) de manière non-intégrée à leurs propres programmes, en complémentarité du contrat spécifique de communication géré par la Délégation.

Les organisations de mise en œuvre FAO et PAM seront responsables de la constitution de deux structures de coordination : 1/ un comité de pilotage (CP) et 2/ un comité opérationnel (CO).

Le CP se réunit un minimum de 2 fois par an. Ces réunions comprendront à minima un représentant des institutions qui suivent. Ces institutions devront être représentées à un niveau suffisamment élevé pour pouvoir prendre des décisions stratégiques:

- Les Ministères concernés
- Les autorités locales concernées
- La Délégation de l'UE au Tchad
- Les deux agences des Nations Unies chargées de la mise en œuvre de l'action
- Des institutions financières de développement, locales et/ou internationales
- Les associations de la société civile et les communautés bénéficiaires de l'action

Le CP assure les orientations stratégiques de l'action ainsi que la cohérence générale des différentes activités.

Le CO se réunit au minimum 1 fois par mois et inclut à minima les participants suivants :

- Les autorités locales concernées
- La Délégation de l'UE au Tchad
- Les deux agences des Nations Unies chargées de la mise en œuvre de l'action
- Des institutions financières de développement, locales et/ou internationales
- En fonction des sujets traités, un ou plusieurs représentants des associations de la société civile et des communautés bénéficiaires de l'action

Le CO assure le fonctionnement de l'action tout en assurant que les activités sont coordonnées et synergiques. Le CO reporte les problèmes de mise en œuvre et/ou des propositions d'orientation des activités au CP pour éventuelles prises de décision. L'UE peut assister comme observateur dans le CO.

Le CP a la possibilité de créer d'autres organismes de contrôle ou de suivi de la mise en œuvre en fonction des besoins identifiés, y compris sur base des propositions du CO.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

5. MESURE DE LA PERFORMANCE

5.1. Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et résultats directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données:

La FAO et le PAM suivent une approche de gestion axée sur les résultats (GAR) pour la mise en œuvre de leurs programmes. Cette approche vise principalement à améliorer les capacités de capitalisation sur les leçons apprises par l'organisation et à présenter les résultats sur base de la performance atteinte. La mise en œuvre d'un système de suivi et d'évaluation est assurée à différents niveaux des deux organisations, en particulier : i) les bureaux régionaux, pays et locaux, ii) leurs partenaires de mise en œuvre (les ONG, les organisations communautaires et/ou les partenaires étatiques, si applicable).

La FAO et le PAM assureront le suivi à trois niveaux :

- **Sur le terrain** : Un suivi sera réalisé auprès des bénéficiaires, au niveau des résultats sur le court, le moyen et le long terme. Ce suivi est coordonné par la FAO et le PAM et leurs partenaires. Des enquêtes au niveau communautaire et des ménages seront réalisées au début et à la fin de l'action afin de renseigner les indicateurs de base et suivre les impacts du programme. Pour ce qui concerne l'OS1 les enquêtes seront réalisées dans le cadre du GNAFC selon leur méthodologie déjà en cours d'utilisation pour l'établissement de la Baseline. Les fonds utilisés seront ceux du projet.
- **A niveau national** : Les organisations assureront aussi le suivi de l'évolution de l'impact de l'action au-delà des zones spécifiques de mise en œuvre, pour assurer la cohérence de l'approche HDP. Ce niveau de suivi permet d'assurer l'impact général mais aussi assurer une réorientation géographique rapide en cas de besoin pour assurer la flexibilité des interventions en fonction des ambitions politiques de l'UE. Le programme prendra en compte les enquêtes réalisées au niveau national et hors du support du programme telles que par exemple ENSA, CH, SMART, MICS.
- **Au niveau des processus et des activités** : Un suivi sera réalisé à travers les agents de la FAO et du PAM et d'autres partenaires éventuellement contractés à cet effet.

Les rapports de mise en œuvre de l'action seront présentés de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés pour la mise en œuvre de l'action. Le rapport final, technique et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

5.2. Évaluation

Compte tenu de l'importance de l'action, une évaluation finale sera effectuée pour cette action, ou une de ses composantes, par des consultants indépendants à travers d'une mission conjointe et contractée par la Commission.

Cette évaluation sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée), en prenant en compte notamment le fait que le Tchad est l'un des pays pilotes de l'initiative triple nexus humanitaire-développement-paix du Conseil, et que l'approche proposée par l'action en matière d'échelle de l'intervention, est relativement nouvelle au Tchad. L'impact de cette approche fera l'objet d'un chapitre spécifique du rapport d'évaluation.

Il est envisagé d'explorer la faisabilité d'impliquer dans l'évaluation d'autres États membres contributeurs aux deux TEIs auxquelles cette action participe, pour fournir une vue plus large de l'impact de l'initiative.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins **trois mois** avant les dates envisagées pour la mission d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Le financement de l'évaluation sera couvert par une autre mesure constituant une décision de financement.

5.3. Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6. COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.